



Rencontre de rentrée sociale 19 octobre 2010

Introduction de Dominique Balmay, Président de l'Uniopss

Bonjour et merci d'avoir répondu à notre invitation à participer à cette rencontre d'informations et d'échanges consacrée à la situation des associations de solidarité en cette période de rentrée sociale, à vrai dire plutôt bousculée.

La profusion des réformes et des textes nouveaux, les changements intervenus ou à intervenir dans les structures politiques et administratives du pays, les conséquences du déficit et de l'endettement publics, enfin le climat général tendu et inquiet dans lequel nous baignons, nous a incité à faire le point entre nous. En particulier, la manière dont est perçue la situation au niveau du terrain nous a paru mériter un coup de sonde.

C'est pourquoi outre les observations qui nous remontent au niveau national et dont nous allons vous faire part, nous avons demandé à deux Uriopss de venir nous parler directement de ce que vivent actuellement les associations de la base ; je les en remercie.

Vous aurez tout à l'heure, bien entendu, la possibilité de compléter le tableau pour bien distinguer où nous en sommes et, si possible, vers quoi nous allons.

Pour ma part, dans ce propos introductif, je voudrais souligner deux choses :

- tout d'abord, dire que, si la **crise** économique semble pour le moment stoppée, elle n'a pas fini de produire des dégâts collatéraux préoccupants sur le terrain social ;
- ensuite, je voudrais dire que ce qui nous préoccupe au plus haut point c'est le **peu de visibilité**, autre que financière, que nous constatons **dans les politiques publiques** qui sont à l'oeuvre.

I – Le climat est le plus visiblement perturbé par la réforme des retraites, et aussi par les décisions touchant aux libertés publiques (Rom, textes sur les centres de rétention, textes de droit pénal, etc.).

Il est bousculé également par **les changements qu'apportent les multiples réformes** qui se mettent en place dans des conditions de concertation, de clarté et aussi de retard qui laissent franchement à désirer : voyez l'absence encore de certains décrets d'application de la loi HPST, la tarification des SSIAD. Voyez, d'une manière générale, les réformes de la tarification des établissements médico-sociaux qui se font petit à petit, sans qu'on ait véritablement évalué les effets attendus ni leur pertinence par rapport aux systèmes actuels, même si nous convenons que ces systèmes ont grand besoin d'être réformés.

La restructuration des services déconcentrés de l'Etat, loin d'être stabilisée, ajoutée à la réforme en cours des collectivités territoriales ne nous permet pas de voir encore bien clair dans le paysage politico-administratif dans lequel nous allons bientôt nous mouvoir. Par exemple, la combinaison des compétences sur des sujets communs entre les départements et les ARS n'est pas encore bien nette, c'est le moins qu'on puisse dire. Comment se combineront, en matière d'action sociale, les compétences du département et celles de la métropole située dans ce même département ?

Toute réforme prend du temps, nous le savons bien et nous ne contestons pas la nécessité de beaucoup d'entre elles. Mais c'est leur entassement, ajoutée à une conjoncture difficile, qui nous pose un problème de visibilité et d'adaptation, alors que l'administration est elle-même encombrée, cherche ses propres marques et se trouve alors tantôt brutale dans ses décisions, tantôt plus lente que jamais, comme vient par exemple de le montrer la publication le 28 août dernier seulement de l'arrêté sur les tarifs plafond soins des EPAHD pour l'année 2010.

Pendant ce temps, la vie sociale continue, bien entendu et il faut faire face. **La demande sociale ne fléchit pas, loin de là.** Si la croissance économique semble reprendre quelques couleurs depuis deux trimestres, cette légère amélioration ne doit pas masquer le fait que la « panne économique » de l'an dernier a fait pas mal de dégâts collatéraux, comme le montre par exemple la forte montée du chômage de longue durée ou le recours aux banques alimentaires et aux secours d'urgence par des couches de la population tout à fait nouvelles.

Cette situation préoccupante est, au surplus, alourdie par la situation des finances publiques et par les mesures d'économies tous azimuts déjà décidées ou annoncées. Il est clair pour nous qu'il n'est pas possible de conserver un niveau de déficit public de 8% du PIB et un niveau d'endettement qui dépasse les 80%. Cette situation est dangereuse, y compris pour la protection sociale. Nous comprenons donc que le Gouvernement se soit engagé à demander aux Français un vaste effort pour réduire ce danger, même si nous avons un doute sur la pertinence et la faisabilité sociales d'un retour à 3% de déficit et 60% d'endettement d'ici 2013.

II – Ceci m’amène à vous dire que, à l’Uniopss, si nous ne contestons pas le principe de cette politique, nous sommes **très surpris, pour ne pas dire plus, par la méthode** ou, plutôt, ce qui nous semble être une absence de méthode. Deux points sont, à nos yeux, particulièrement critiques :

- c’est d’abord **l’absence, dans les décisions qui se succèdent, de stratégie claire, de priorités et de cohérence, autre que strictement budgétaires** ;
- c’est **le risque**, qui ne semble pas mesuré ni conscient, de « **détricotage** » de la **solidarité**.

Sur le premier point, l’Uniopsss, en compagnie de neuf autres grandes associations du domaine social, a appelé l’attention du Premier ministre, dès le 8 juin dernier, par une lettre ouverte, publiée par le journal Le Monde. Nous lui faisons part de notre souci que les décisions à venir ne provoquent pas de nouvelles déchirures du tissu social et de nouveaux drames humains. Nous lui demandons de fixer des priorités claires pour sa politique financière et sociale, avec le souci de préserver au maximum la situation des plus fragiles et de maintenir les principes essentiels de la solidarité. Cette lettre n’a pas reçu de réponse.

Or, nous voyons depuis des annonces d’économies, nombreuses et en ordre parfaitement dispersé, sans grande cohérence et coordination. C’est un Conseil général qui réduit les financements destinés aux EPAHD ou aux ESAT ; c’est la Cnamts qui propose à son Conseil une COG qui divise pratiquement par deux son budget d’action sociale pour les quatre prochaines années ; c’est la réduction annoncée des contrats aidés alors que le chômage structurel augmente ; ce sont des baisses de subventions aux têtes de réseaux associatif annoncées en pleine année alors que les conventions avec l’Etat sont largement en cours d’exécution. On pourrait multiplier les exemples.

Pas de concertation, peu de visibilité, encore moins de cohérence, Arnaud Vinsonneau y reviendra dans un instant. Comment veut-on que les associations de solidarité qui sont à 70% les acteurs de la politique d’action sociale et contribuent à traiter les effets sociaux de la crise, qui s’efforcent de maintenir le lien social, comment veut on que ces associations puissent s’organiser, s’adapter et prévoir leurs évolutions ? Il nous semble que c’est pourtant de l’intérêt général qu’il s’agit.

C’est pourquoi, avec les mêmes grandes associations, nous venons de redemander au Premier ministre un entretien pour lui faire part de ces préoccupations et obtenir de lui les éclaircissements nécessaires sur les priorités sociales et financières de la politique actuelle.

Nous ne sommes pas seulement des opérateurs des politiques sociales. Comme nous l’avons dit lors de notre Congrès de Lyon en janvier dernier ainsi que dans le Manifeste qui a suivi, nous nous comptons parmi les **corps intermédiaires indispensables au bon fonctionnement de notre démocratie**. Nous estimons donc avoir, non seulement le droit de parler, mais aussi celui d’obtenir des réponses.

D'autant que risquent d'être remis en cause les principes mêmes de la solidarité qui fondent l'essentiel de notre système de protection sociale. Les décisions d'économies, éparses et tout azimuts, que nous observons et que nous subissons, risquent, faute de priorités définies et annoncées, d'atteindre d'abord les plus fragiles, PH, PA, malades, CLD, etc. Et atteignant les plus fragiles, et dans le désordre, elles sont en passe de détricoter subrepticement les mailles de la solidarité. Ce sur quoi nous sommes particulièrement vigilants.

C'est le sens de l'appel « Investir sur la solidarité », que nous avons publié le 14 septembre, avec l'APF et bien d'autres associations.

Il s'agit pour nous, associations de solidarité, de dire, et de dire ensemble, ce que nous voyons de l'état du pays, de rendre davantage visibles ses déchirures et les risques que court notre protection sociale.

Il s'agit encore de proposer des solutions cohérentes, de veiller à la préservation des plus fragiles, il s'agit de dire que la solidarité ne peut pas être une simple variable d'ajustement de la situation financière, que l'on peut utiliser de façon mécanique et aveugle.

Notre réunion de ce soir, avec les témoignages qui vont suivre, veut être la manifestation, l'une des manifestations, de notre responsabilité d'association de solidarité et de corps intermédiaire de notre vieille démocratie.